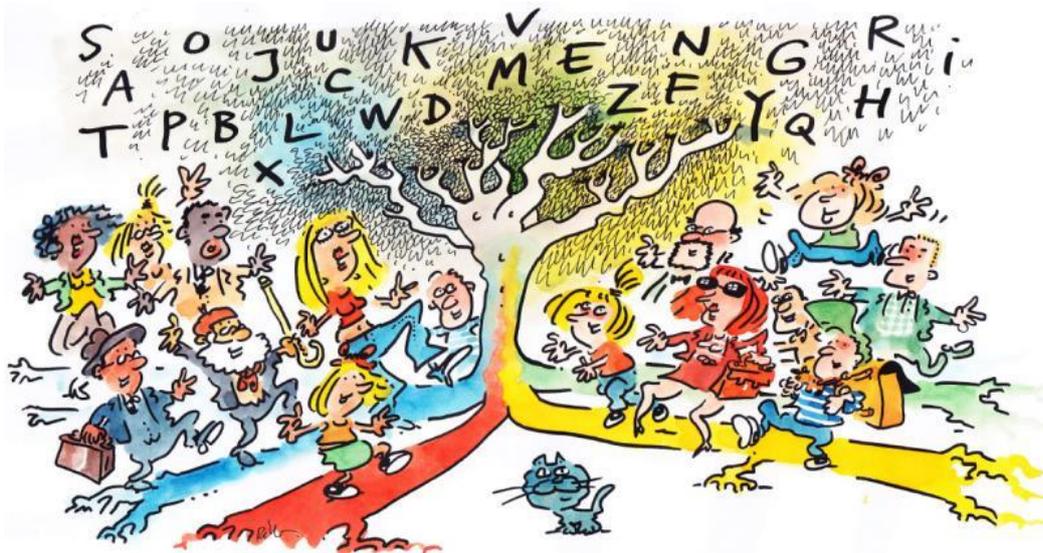


Cette introduction thématique a été réalisée en 2012. Une mise à jour sera bientôt disponible.

## COMPRÉHENSION



### Quatre mondes linguistiques sur fond d'indifférence

La Suisse est, si l'on se réfère à ses langues nationales, un pays quadrilingue (les langues de la migration, évidemment importantes pour notre société en général et pour sa politique linguistique en particulier, ne sont pas abordées ici, car elles ne sont pas le sujet principal du Forum et du Portail pour la compréhension entre les régions linguistiques ; un champ thématique leur sera consacré dans un second temps, conjointement au sujet « Le plurilinguisme en Suisse »). Le quadrilinguisme de la Suisse constitue, avec le fédéralisme et la démocratie directe, l'une de ces caractéristiques auxquelles nous nous identifions volontiers. L'acceptation par le peuple, en 1996, de l'article constitutionnel sur les langues (art. 116 Cst) – soit la reconnaissance officielle du quadrilinguisme de la Suisse – et le soutien accordé au romanche et à l'italien qui en est le corollaire montrent qu'une majorité des votants voit dans la diversité linguistique une composante importante de notre identité.

La Suisse est quadrilingue, même s'il est bien connu que les Suisses ne le sont pas, et qu'ils sont relativement peu nombreux à savoir s'exprimer dans une autre langue nationale que la leur. À lui seul, ce dernier fait est un bon indicateur du relatif désintérêt dont font preuve les membres des différentes communautés linguistiques envers les autres cultures de notre pays. Il reflète une situation qui a déjà fait l'objet de plusieurs analyses et recommandations : en Suisse, les communautés linguistiques se contentent de vivre les unes à côté des autres, comme des étrangères, en se retranchant derrière des murs d'indifférence. Pris tel quel, ce constat est certainement exagéré et ne tient pas compte des efforts souvent considérables réalisés en faveur de la compréhension entre les régions linguistiques (par la suite « compréhension »). Ces efforts ne touchent toutefois qu'un nombre limité de personnes, et pas la majorité de la population.

Il est évidemment possible de s'accommoder un certain temps de ces existences parallèles faites de désintérêt réciproque, mais une telle situation laisse pour le moins conclure à une étonnante « apathie interculturelle » et à un manque de curiosité envers la diversité culturelle de notre pays. À moyen terme, cette circonstance pourrait en outre se révéler dangereuse, comme l'a montré la votation populaire du 6 décembre 1992 sur l'Espace économique européen (lors de laquelle les cantons romands, Bâle-Ville et Bâle-Campagne votèrent en faveur d'une adhésion, le reste de la Suisse contre) : le peuple suisse est alors tombé des nues, découvrant tout à coup ses divergences de points de vue, l'incompréhension mutuelle et l'incapacité de ses citoyens à communiquer avec des individus d'autres communautés linguistiques.



## 2. La question de la compréhension aujourd'hui : une mosaïque de nouvelles positives et négatives

La question des langues et de la compréhension s'est caractérisée ces dernières années par des aspects et évolutions tant négatifs que positifs, parfois même contradictoires.

Commençons par quelques exemples de nouvelles positives : en 2004, le Parlement décide de ressortir le projet de Loi sur les langues du tiroir dans lequel le Conseil fédéral le laissait dormir ; en 2010, la Loi fédérale sur les langues nationales et la compréhension entre les communautés linguistiques est adoptée ; l'ordonnance qui l'accompagne, et les nouvelles possibilités d'encouragement de la compréhension qu'elle prévoit, sont acceptées en 2011 ; en 2006 et 2007, lors de votations populaires, plusieurs cantons alémaniques se prononcent en faveur de l'enseignement de deux langues à l'école primaire, au lieu d'une seule (l'anglais), un signe encourageant pour la cohésion nationale ; l'administration fédérale veille de plus en plus à ce que la Suisse latine soit correctement représentée au sein de son personnel, cadres y compris, ainsi qu'à la promotion du plurilinguisme ; mentionnons encore, pour conclure, les nombreux projets et activités réalisés en faveur de la compréhension par des institutions et organisations de la société civile.

La liste des nouvelles négatives contient également plusieurs points : le niveau des écoliers suisses dans leur première langue et en langues étrangères est médiocre (cf. l'étude PISA 2000 par exemple), même si l'on fait abstraction de la problématique liée à la migration ; les cantons ont de moins en moins de retenue à bannir l'enseignement d'autres langues nationales de leurs programmes scolaires (abandon de l'italien à Saint-Gall et Obwald en 2010 et 2011, proposition actuelle à Zurich de ne plus enseigner le français aux élèves en difficulté) ; aucun débat politique constructif n'est mené afin de trouver une solution à la demande de la Suisse italienne d'avoir un conseiller fédéral permanent ; les médias suppriment des postes de correspondants dans les autres régions linguistiques ; la prise de conscience du fait que la diversité linguistique et culturelle n'est pas un obstacle – ou du moins pas seulement –, mais une chance unique et un énorme enrichissement, est encore faible.

Les événements positifs et négatifs de ces dernières années dans le domaine de la compréhension ainsi que les expériences faites lors des nombreux projets de rencontres, manifestations et publications ne trompent pas : ce n'est pas le fameux röstigraben, que l'on ressort à la première occasion, ni les « guerres des tranchées », qu'elles soient réelles ou non, qui mettent en danger la cohésion nationale, mais bien l'indifférence des régions linguistiques les unes envers les autres, et le fait qu'elles se connaissent de moins en moins.

## 3. Quelles pistes pour remédier à cette situation ?

Il s'agit avant tout de mettre en place de meilleures conditions pour la compréhension interculturelle et la cohésion nationale. Pour cela, il faut, premièrement, revoir notre vision de la compréhension, en faire un sujet de débat et d'action permanent et reconnaître son importance pour la Suisse ; deuxièmement, nous devons être plus conscients de l'avantage que représente la diversité linguistique et culturelle ; troisièmement, des mesures supplémentaires d'encouragement doivent être engagées à plusieurs échelons de la société suisse.

### A. Considérer la compréhension comme une thématique permanente et non seulement comme un sujet ponctuel à traiter en cas de problème

L'exemple des votations de 1992 mentionné ci-dessus montre qu'on ne se soucie souvent de la compréhension que lors de crises, lorsque des tensions surgissent entre les communautés linguistiques. Après le « traumatisme » vécu lors de la consultation populaire sur l'EEE, le monde politique a réagi en créant les Commissions de la compréhension du Conseil national et du Conseil des États. Celles-ci ont été chargées d'analyser la situation de conflit entre Romands et Alémaniques et ont publié le rapport « Nous soucier de nos incompréhensions ». Un autre exemple met en évidence la disponibilité des élus à se mobiliser ponctuellement en faveur de la compréhension, même si cette dernière ne dispose pas de vrai lobby : le Parlement a repris les travaux sur la Loi sur les langues et la compréhension, que le Conseil fédéral laissait dormir dans un tiroir. Le respect des minorités, linguistiques ou autres, fait d'une manière générale partie de la culture politique de la Suisse (un exemple connu étant le percement de deux tunnels dans le cadre des NLFA, au Gothard et au Lötschberg, pour répondre aux vœux des Romands) : il est évidemment un facteur éminemment important pour la paix linguistique dans notre pays, qu'il convient de souligner.

Il est essentiel pour notre pays de s'occuper en permanence et de manière durable de la compréhension interculturelle et par conséquent de la cohésion nationale, afin de réduire la fréquence et la violence de situations « dramatiques », souvent dues par ailleurs à l'ignorance ou à l'indifférence réciproque. Avec l'entrée en vigueur en 2010 de la Loi sur les langues et la compréhension, la Confédération s'est dotée d'un cadre législatif et de ressources financières, certes plutôt modestes, qui permettent de prendre la question de la compréhension au sérieux non seulement en cas de crise, mais aussi en situation normale, c'est-à-dire la plupart du temps. Les cantons et diverses organisations de la société civile tentent de faire de même, eux aussi avec des moyens modestes la plupart du temps, dans le cadre d'activités et de projets concrets.



### B. Voir dans la diversité linguistique et culturelle une chance et non un obstacle

Il ne s'agit pas pour la population suisse de réconcilier par-delà des fossés, souvent imaginaires, mais de mieux prendre conscience de sa diversité culturelle et d'être prête à faire la connaissance des autres communautés linguistiques. Cette prise de conscience et la compréhension mutuelle – qui recouvre tous les domaines de la société, de la politique à l'économie, en passant par la culture, les médias et la population dans son ensemble – ne doivent évidemment pas reposer sur un nivellement des différences, mais sur leur acceptation. La Suisse doit davantage tirer profit de son plurilinguisme et de sa diversité culturelle, et cela, dans le contexte de l'Europe également. Ces deux caractéristiques constituent une chance unique et une grande richesse, auxquelles il est fait bien peu de cas actuellement au quotidien. Les milieux les plus divers demandent pourtant depuis des années, avec un succès mitigé jusqu'à maintenant, que des efforts soient faits dans ce sens. La Convention de l'UNESCO

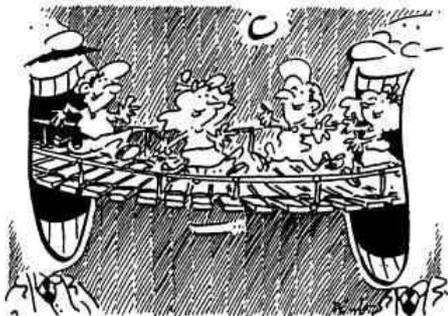
sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, entrée en vigueur en Suisse en 2008, et l'application de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, ratifiée en 1997, pourront peut-être donner un nouvel élan à ce dossier. Il ne faut en outre pas oublier que trois des langues nationales suisses sont des langues européennes, utilisées au plan international, et parlées par près de 300 millions de locuteurs maternels. Et nous avons la possibilité de rencontrer ces langues, et une partie de la culture qu'elles représentent, dans notre propre pays ! Dans une Suisse plurilingue, il s'agit évidemment de mettre également en valeur les langues et les cultures de la migration.

Il faut ajouter à ces considérations que l'apprentissage d'une deuxième langue nationale constitue seulement un des moyens possibles pour se confronter à notre pluralisme culturel. Une meilleure connaissance réciproque peut parfaitement passer aussi par des activités de communication non verbale, comme le montrent les exemples décrits dans le champ thématique «culture». Par ailleurs, soulignons que l'anglais et le dialecte ne deviennent des « problèmes » que lorsqu'on traite ces thèmes à haut potentiel émotif en termes d'oppositions (anglais contre langues nationales, dialecte contre allemand standard). Les champs thématiques éducation, médias et langues présentent brièvement des arguments allant à l'encontre de cette vision dichotomique. Au-delà des projets d'échanges et de rencontres, toutes les possibilités pouvant sensibiliser la population suisse au plurilinguisme du pays jouent un rôle important, que ce soit à travers les médias ou les entreprises présentes dans l'ensemble du pays, même si ces dernières en ont rarement conscience.

### **C. Encourager les activités en faveur de la compréhension à tous les niveaux – l'importance du domaine scolaire**

Diverses organisations et institutions de la société civile contribuent grandement à la compréhension en menant un travail de longue haleine dans le cadre de débats et d'activités concrètes. Les projets vont des échanges de jeunes et d'enseignants aux échanges les plus divers dans le domaine culturel, en passant par les jumelages de communes. Les médias électroniques et la presse écrite contribuent également à la compréhension: notamment à travers leur offre d'information, ils jouent ou pourraient jouer un rôle central pour la cohésion nationale. Il en va de même des entreprises assurant un service public. Les exemples tirés de l'armée et du sport montrent par contre que d'autres secteurs présentent un fort potentiel, mais que celui-ci est exploité de manière insuffisante. La même remarque peut s'appliquer au domaine du financement, où le peu d'attention portée aux projets de compréhension est démontré par le fait que (pour l'instant) on compte sur le doigt d'une main les fondations privées soutenant expressément ce type d'activité.

La Confédération et les cantons ont certes engagé de nouveaux moyens financiers afin de développer la recherche et des projets concrets dans le domaine des langues et de la compréhension. Ces mesures touchent toutefois un public très limité (ce qui n'enlève cependant rien ni à leur qualité ni à leur importance). Elles seraient le complément idéal à d'autres activités déployées sur l'ensemble du territoire, qu'il faudrait rendre permanentes et systématiques. Cela pourrait se faire dans le cadre de la scolarité obligatoire par exemple, vu qu'il s'agit du moment où les jeunes s'ouvrent à l'Autre et peuvent acquérir une certaine mobilité mentale. L'école est par ailleurs la seule institution qui, à un certain moment de la vie, touche tous les citoyens et citoyennes du pays.



Les services d'échanges de jeunes soutenus par la Confédération et les cantons font depuis longtemps – et de plus en plus – un travail excellent dans le domaine des échanges d'écoliers, d'apprentis et d'enseignants. Dans un pays officiellement quadrilingue tel que la Suisse, on peut cependant se demander s'il ne faudrait pas faire en sorte que ces échanges deviennent la norme plutôt que l'exception, comme c'est le cas actuellement. Les

instances chargées d'établir les plans de scolarité et de fixer des priorités pour la formation des jeunes auraient là une occasion idéale de montrer – au-delà des frontières cantonales, souvent si étroites – qu'elles prennent au sérieux la compréhension entre les régions linguistiques.

Pour que tout cela devienne réalité, il faut non seulement une volonté politique plus forte mais aussi – au-delà de l'engagement de personnes et d'organisations qui s'engagent pour la promotion de la compréhension – la participation active de la population suisse, qui prendrait davantage conscience de la chance que représente le fait de vivre dans un pays plurilingue et culturellement diversifié. Avec son Forum pour la compréhension linguistique et culturelle, et les prestations de monitoring, d'information, de mise en réseau, de coordination et de sensibilisation qui lui sont liées, le Forum Helveticum veut contribuer de manière concrète à la réalisation de ces objectifs.